

SEMAINE PARLEMENTAIRE.

Cette semaine parlementaire, du 22 au 26 avril inclusivement, n'a pas brillé par l'éclat des discours, la longueur des séances et les tempêtes des partis. On a été en général calme, laconique et les affaires ont avancé considérablement. Les députés ont surtout travaillé en comités. C'est là que se fait le véritable travail de la session. C'est là qu'un membre a du mérite à travailler, parce qu'il n'est pas sous l'œil de ses électeurs, que la tâche est souvent laborieuse et toujours ingrate.

L'on a été à l'œuvre dans le comité des comptes publics; on y fait rendre compte à M. Hincks du moindre denier qui n'a pas une apparence honnête; il lui faut donner l'explication de chaque chiffre, l'histoire de toute transaction, la clef de tous les mystères qui entourent les moindres *extra*, les plus modestes réclamations additionnelles.

Les hon. Holton, et McKenzie sont les cerbères de ce comité et le peuple peut être sûr qu'aucun compte malhonnête ou trop élevé n'y entrera.

Un autre comité qui a déjà commencé à faire parler de lui et qui est sérieusement au travail, c'est celui qu'a demandé M. Magill, député de Hamilton, "pour s'enquérir et faire rapport à la Chambre sur l'étendue et la condition des intérêts manufacturiers de la Puissance, avec "pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers." Ce comité se compose de M. Carling, l'hon. M. Beaubien, MM. Cameron (Huron), Joly, Rymal, Gibbs, Savary, Street, Colby, Masson (Terrebonne), Currier, Béchard, White (Halton), Workman, Gendron, De Cosmos et de M. Magill lui-même.

Il a été formé un autre comité d'enquête de ce genre sur les intérêts agricoles. Nous espérons beaucoup de ces comités, s'ils veulent prendre la chose à cœur et faire autre chose qu'une blague électorale. Il y a beaucoup à faire dans le sens des intérêts agricoles et des industries manufacturières. La base du mouvement doit être une enquête, une vaste enquête qui nous fasse connaître: 1o. ce que nous avons déjà; 2o. ce que nous pouvons avoir, et, 3o. les meilleurs moyens de l'avoir. Nous comptons sur l'efficacité de ces commissions, si elles veulent comprendre leur rôle et le remplir consciencieusement et patriotiquement: nous sommes convaincus que les députés qui en font partie pensent et agiront sous l'empire des mêmes sentiments.

Un projet de loi présenté par M. Colby, député de Stanstead, pour abolir la loi de Faillite, a été l'occasion d'un débat bien nourri, qui a eu les honneurs de trois séances et auquel ont pris part MM. Colby, J. H. Cameron, Blake, Workman, Irvine, Scatchard, Fergusson, Cameron (Huron), Ross (Dundas), M. P. Ryan, Magill, Scriber, Young, Bellerose, Kirkpatrick, Langlois, McKenzie, Holmes, Sir George E. Cartier, Holton et Huntington. Le *Bill* a subi sa seconde lecture sur un vote de 77 contre 61. Il y a eu accord unanime sur un point, c'est l'imperfection de la loi actuelle, son effet moral désastreux sur le commerce de la Puissance. Mais là où surgissait la divergence d'opinion, c'était dans le remède. Les uns voulaient l'abolition complète; les autres ne désiraient qu'un amendement. La discussion a eu cela de bon qu'elle a mis en relief nos lois civiles dont les députés du Haut-Canada et des Provinces Maritimes ont reconnu l'excellence et qu'ils ont déclarées parfaitement efficaces pour atteindre et réprimer certaines fraudes qui échappent au droit commun de ces Provinces.

M. Bodwell a provoqué une intéressante discussion en proposant d'adapter à la construction de l'International la geauge étroite 4pds. 8½ pouces, au lieu de celle de 5pds. 6 pouces, largeur actuelle de la partie construite. Il faudrait recommencer tout cela. Les Hon. Langevin, Howe, McKenzie, McDougal et Blanchet, et MM. Shanley, Workman, Magill, Bolton, Street, et Walsh ont conduit le débat, qui a révélé trois courants d'opinion bien distincts: 1o ceux qui veulent à tout prix la voie étroite parce qu'elle est la moins coûteuse, la plus commode et celle qui aura dans l'avenir la prééminence; 2o il y a ceux qui, sans combattre les avantages de la geauge de 4pds. 8½ pouces, s'objectent néanmoins au changement pour l'Intercolonial parce que ce serait trop coûteux; il faudrait aussi, pour rendre utile le mode nouveau, rétrécir également le Grand-Tronc, les chemins du Nouveau-Brunswick et le Nord Américain, ce qui est difficile, sinon impossible, ou ce qui coûterait prodigieusement cher. Ce côté de la question a été soutenu avec une grande force par l'hon. M. Langevin. 3o D'autres ne veulent rien changer, tant que la question n'aura pas été l'objet d'une enquête sérieuse et complète sur les avantages et désavantages comparatifs de la voie large et de la voie étroite, tant que le témoignage d'hommes compétents et expérimentés n'aura pas finalement prononcé sur l'une des deux geauges ou même sur une troisième, celle de cinq pieds, qu'on dit être la meilleure et celle destinée à triompher en fin de compte. L'hon. M. Blanchet a déveillé ce point avec beaucoup de bon sens.

Sir George E. Cartier a, dans la séance de vendredi, soumis aux Communes le projet de loi du gouvernement pour la construction du Grand Pacifique Canadien. Il a exposé les vues du gouvernement dans un discours marqué au coin du bon sens, de l'exactitude et de la clarté. Toute la presse en fait un éloge bien mérité. En voici un court résumé.

Le chemin ne sera pas bâti par l'Etat; le gouvernement contractera pour l'entreprise avec une compagnie privée. La longueur du chemin sera de deux mille sept cents milles; son point de départ ou de jonction avec les chemins de fer du Canada sera au lac Nipissingue. L'ouvrage commencera en même temps aux deux extrémités. Les fonds destinés à la construction proviendront d'un octroi en terres et d'un octroi en argent. L'octroi de terres consiste en une appropriation de 50 millions d'acres, fournis partie par la Colombie et partie par la Puissance, dans le Nord-Ouest. Ces terres seront choisies le long de la ligne et seront divisées en blocs de vingt milles chaque, alternant sur tout le parcours, vingt milles pour la compagnie et vingt autres milles pour la Puissance. Les blocs du gouvernement seront tenus en réserve et vendus plus tard pour amortir et payer la dette contractée pour la construction du chemin. L'aide en argent sera de trente millions de piastres, obtenu au moyen d'un emprunt; le gouvernement impérial en garantira douze millions cinq cent mille. Les explorations et arpentages du chemin sont déjà commencés et le premier coup de pic sera donné avant l'expiration des deux ans stipulés, et l'honorable baronnet pense que l'entreprise sera finie avant les dix ans fixés.

L'hon. M. McKenzie ne fait pas d'opposition au projet, qu'il déclare être une nécessité politique.

Des informations privées nous assurent que le *bill* de Sir George passera appuyé d'une forte majorité.

J. A. MOUSSEAU.

REVUE ÉTRANGÈRE

FRANCE.

Dans notre dernière revue, nous disions que le bruit avait couru que Bismark menaçait la France parce que Thiers prépare des armements formidables, mais que ce n'était pas le cas: M. Bismark s'étant seulement plaint de ce que la France n'avait pas assez confiance en lui.

On dit maintenant que cette rumeur était assez fondée; en effet, il paraît que des ordres sont donnés pour mettre Metz sur un pied de guerre formidable, et que Belfort et autres places de guerre que la Prusse ne doit rendre qu'après le paiement de l'indemnité, seront aussi fortifiées.

D'un autre côté, le comte d'Arnim, ambassadeur allemand, vient d'arriver en France. On dit (c'est toujours des on dit) qu'il a mission de donner au président Thiers l'assurance que les rapports alarmants répandus au sujet des relations de la France et de l'Allemagne sont sans fondement. A quoi s'en tenir?

La sincérité de M. de Bismark ne vaut pas cinq milliards, c'est certain, et si Metz et Belfort sont fortifiés, il y a peu de garantie pour la France touchant les dispositions pacifiques de l'Allemagne envers elle.

L'AMBASSADE DE LONDRES.

M. Casimir Périer a refusé l'offre de l'ambassade de Londres, et le duc d'Harcourt sera probablement nommé à ce poste.

MINISTRE DE FRANCE À WASHINGTON.

On dit que le duc de Noailles va être nommé à ce poste important. Cette nomination sera certainement bien vue; en effet, le duc est un homme de distinction et de talents supérieurs; entre ses mains on peut être sûr que la dignité de la France ne sera pas compromise.

D'un autre côté, on annonce que Jules Ferry va être nommé ambassadeur du Brésil.

ANGLETERRE.

Grand émoi dans la *vieille Angleterre*, et il y avait de quoi, en effet, le gouvernement Gladstone a été battu par 100 voix de majorité à propos d'un *bill* relatif à l'université de Dublin. C'est une question de détail si l'on veut, mais qui indique clairement que Gladstone doit compter avec ses adversaires et ses partisans. L'orage paraît calmé. Le *Daily News*, de Londres, était déjà rendu au troisième ciel; en effet, il annonçait qu'il était probable qu'avant la fin de la semaine courante, le cabinet Gladstone serait dissous et remplacé par un gouvernement conservateur, et qu'une élection générale des membres du Parlement aurait lieu dans le courant de l'été. Le *News* ajoutait qu'il était certain que le gouvernement serait défait dans la Chambre des communes quand une division se produirait sur le *bill* de M. Fawcett, relatif à l'université de Dublin, dont nous avons parlé plus haut et dont on a fait une question de cabinet.

Deux théories sont mises en avant touchant la prédiction politique du *News*. L'une est que le ministère se retirera s'il est défait sur le *bill* de Fawcett; l'autre est que l'annonce anticipée de ce résultat a pour but de remplir les bancs libéraux à la séance de ce soir.

L'article du *News* a produit une baisse sur le marché financier.

Les prédictions du *Daily News* ne se réaliseront probablement pas aussi vite qu'il le pense, car M. Gladstone vient de déclarer que le gouvernement voulait épuiser les affaires publiques avant de s'occuper du *bill* de M. Fawcett.

Ajoutons, sous toute réserve que de droit, que la chute du cabinet Gladstone ne pourrait être qu'un bien pour le Canada. En effet Gladstone tombant, Disraeli remonterait au pouvoir et tout le monde sait que le parti tory est infiniment plus favorable aux colonies que la parti libéral.

Qui vivra verra.

DERNIÈRES NOUVELLES.

On affirme positivement que le ministère Gladstone ne se retirera pas. Les ministres sont convenus de promettre de ne pas doter une université catholique en Irlande. Cette promesse satisfera les séculiers et les ultra protestants et assurera une majorité contre le *bill* Fawcett.

ESPAGNE.

Amédée n'est pas solidement assis sur son trône.

Les bandes Carlites se multiplient par tout le royaume.

On évalue à 15,000 le nombre des personnes enrôlées sous le drapeau insurrectionnel contre le gouvernement.

Le roi a lancé une proclamation, déclarant plusieurs villes en état de siège.

Le maréchal Serrano est allé en Navarre, à la tête de 6,000 hommes de troupes: il sera nommé généralissime de l'armée combattant l'insurrection.

On croit que l'avenir de l'Espagne dépend des sympathies que les radicaux accorderont aux partisans de Don Carlos, et que la révolution réussira.

Les bandes carlistes augmentent en nombre. Leur cri de ralliement est: "Vive Charles VII! Mort aux libéraux!" Beaucoup de paysans des provinces de Navarre, Guipuzcoa, Taruel, Leon et Huesca, se sont joints aux forces du prétendant. Les officiers de l'armée déploient de grands efforts pour la suppression d'un soulèvement de paysans, et des mesures plus rigoureuses vont, dit-on, être prises contre les agitateurs. De nombreux membres des juntes carlistes ont été arrêtés sur divers points de royaume.

Hier soir une réunion de députés et de sénateurs a adopté une résolution favorable à la nomination de M. Rosa pour président des Cortès.

Pauvre Espagne! toujours victime des révolutions! Qu'elle est loin des temps glorieux de Charles-Quint et Philippe II!

ITALIE.

Naples, 25—Le Vésuve est en pleine éruption.

De nouveaux cratères se sont formés, et le volcan lance des torrents de lave qui couvrent les flancs de la montagne et s'étendent dans toutes les directions.

De nombreux touristes, venus de toutes les parties de l'Europe pour être témoins de l'éruption du volcan, encombrant déjà la cité.

ROME.

Le pape continue à jouir d'une santé parfaite; tous les jours, il reçoit un grand nombre de visiteurs. Il y a quelque temps, dans une allocution à près de 2,000 personnes, il a reproché sévèrement au gouvernement Italien de l'avoir dépourvu de ses états et blâmé les autres gouvernements Européens qui avaient laissé faire Victor-Emmanuel.

ÉTATS-UNIS.

Les partis aiguissent leurs armes pour la prochaine campagne présidentielle qui promet d'être meurtrière; cependant on dit que Grant sera réélu. Nous ne le désirons pas.

Bien que la réélection de Grant paraisse certaine, voici une candidature qui pourrait lui causer des désagréments; nous voudrions parler de la candidature de M. Charles Francis Adams, représentant des Etats-Unis au tribunal arbitral de Genève. Tous les journaux des E.-U. s'en occupent tellement que M. Adams a cru devoir s'en expliquer dans une lettre qu'il adresse à un de ses amis.

M. Adams n'accepte ni ne refuse; mais le fond de sa lettre est qu'il acceptera s'il a quelque chance de succès. Cette lettre est d'ailleurs très-modérée et a suscité un véritable enthousiasme.

Voici ce qu'en dit le *World*:

... Cette éblouissante tentation, offerte à M. Adams, le laisse comme elle l'a trouvé, le même caractère calme, robuste, viril, qui a toujours plus considéré la responsabilité d'une position publique que les honneurs, l'éclat et l'autorité. Son admirable lettre est l'effusion d'un homme d'Etat qui dédaigne de mettre en balance le devoir et le profit, qui ne sait condescendre à aucune complaisance indigne, et qui ne veut de place, si elle n'est une marque de confiance libre et spontanée dans son caractère. Ceux-là même dont M. Adams ne sera pas le candidat à la présidence, ne peuvent manquer de reconnaître l'élevation et la grandeur de l'homme.

MEXIQUE.

A peu près inutile de le dire: les factions déchirent plus que jamais ce beau et malheureux pays.

ALFRED CHAMPAGNE.

ASSEMBLÉE DES EVÊQUES.

Mgr. l'Archevêque se rendra à Montréal pour assister à une réunion des Evêques de la Province. Cette réunion aura lieu le 9 mai prochain, et on y examinera les différentes questions qui ont déjà été discutées à la dernière réunion des Evêques, tenue l'automne dernier à Québec.

Mgr. l'Archevêque se propose de recevoir le pallium pendant son séjour à Montréal.